

## Tous égaux ?

Comme le lui permet la loi sur les finances, le Gouvernement a décidé d'un crédit supplémentaire urgent destiné à la réorganisation des locaux du service des contributions à Delémont. La procédure veut que ce type de crédit soit présenté à la commission de gestion et des finances (CGF), qui ne se prononce qu'à titre purement indicatif. En l'occurrence, le représentant de CS-POP, de même que celui du PS, ont manifesté leur mauvaise humeur en refusant ce crédit. Un geste purement symbolique puisque même si la CGF avait refusé à l'unanimité ce projet, les dépenses auraient tout de même été engagées par le Gouvernement !

Pourquoi alors s'opposer à un crédit en sachant que cela ne sert à rien ? Par principe, car en l'espèce, le projet prévoit des aménagements inacceptables démocratiquement.

Il est prévu d'améliorer l'accueil du public en créant un comptoir d'accueil à l'entrée. Les contribuables jurassiens « normaux » seront, comme le dit le message, filtrés et aiguillés vers les guichets compétents pour traiter leur demande.

Par contre, si un très riche contribuable envisage de déposer ses papiers dans le Jura, il sera reçu autrement. Un « local d'accueil VIP », ce sont les termes du message du service des contributions, sera aménagé au second étage du bâtiment. Le crédit supplémentaire présenté en CGF ne prévoit pour l'instant que l'aménagement brut de l'espace d'environ 45 m<sup>2</sup>. Une seconde demande de crédit pour son aménagement intérieur sera présentée ultérieurement.

On peut imaginer qu'en ce lieu, il ne sera pas question de rester debout à un guichet dans l'attente d'explications quant au contenu de sa taxation. Ces contribuables d'une autre catégorie, champagne à la main et petits fours à disposition, sans doute, pourront négocier un forfait fiscal. Ils obtiendront peut-être même la garantie de ne pas subir de contrôle fiscal serré, au moins jusqu'à la prochaine amnistie !

Coluche le disait : « Tous les hommes sont égaux devant la loi, mais certains plus que d'autres ». C'est ce qu'applique le Gouvernement, au premier degré. Symptomatique d'une mentalité **V**raiment **I**nacceptable **P**olitiquement.

CS-POP JURA